La recherche sociale dans les sociétés de paroles ou le défi de la recherche sociale en Afrique : le cas du Cameroun

Social Research in Oral Societies, or the Challenge of Social Research in Africa: The Case of Cameroun

Gisèle SIMARD

Volume 20, numéro 1, printemps 1988

La sociologie hors université

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

SIMARD, G. (1988). La recherche sociale dans les sociétés de paroles ou le défi de la recherche sociale en Afrique : le cas du Cameroun. *Sociologie et sociétés*, 20(1), 83–96. <https://doi.org/10.7202/001704ar>

Résumé de l'article

La recherche sur la famille, réalisée au Cameroun, en Afrique francophone, a été l'occasion d'expérimenter une solution à la problématique de la recherche sociale dans les pays en développement, caractérisée par trois grandes difficultés: la multiplicité des langues parlées, l'inexistence d'une base de sondage fiable, la pénurie de chercheurs formés et de moyens logistiques. La méthode du "focus group" ou groupe de discussion a semblé très appropriée au contexte africain, puisqu'il s'agit d'une méthode orale, correspondant bien à ces sociétés dites de paroles, et qu'elle s'apparente aux palabres, fortement inscrites dans les traditions africaines. De plus, pour animer les discussions et analyser les résultats, nous avons eu recours à des chercheurs nationaux recrutés parce qu'ils parlaient les langues locales et maîtrisaient bien leur environnement socio-culturel. Enfin, nous avons développé un modèle d'analyse permettant de quantifier les données qualitatives, ce qui a permis de fournir un apport très important dans le corpus de recherche sur la famille camerounaise et africaine.

La recherche sociale dans des sociétés de paroles ou Le défi de la recherche sociale en Afrique: le cas du Cameroun

GISÈLE SIMARD

INTRODUCTION

La recherche sociale a une fonction bien spécifique du fait qu'elle s'inscrit dans un système ouvert avec une finalité d'action et de changement.

«L'utilité sociale de la recherche en sciences sociales est l'amélioration de la qualité de vie sociale»¹.

Les chercheurs doivent composer avec des environnements complexes, adapter leurs méthodes pour mieux correspondre aux réalités vécues par les populations et proposer des changements réalistes. En ce sens, la recherche sociale ne doit pas prétendre imposer au milieu ses schèmes et modèles: elle doit plutôt se mettre à l'écoute du milieu et suggérer des méthodes appropriées.

C'est le défi qui est posé à la communauté des chercheurs sociaux, et particulièrement à ceux qui œuvrent dans des pays en développement, où prend forme une problématique toute particulière.

PROBLÉMATIQUE DE LA RECHERCHE SOCIALE EN AFRIQUE

La recherche sociale dans les pays en développement pose une problématique à trois volets, en raison de la multiplicité des langues vernaculaires, de l'inexistence d'une base de sondage, de la pénurie de chercheurs formés et de moyens logistiques.

MULTIPLICITÉ DES LANGUES LOCALES

La plupart des pays en développement, et notamment l'Afrique, sont constitués d'une multiplicité d'ethnies ayant chacune son dialecte. À titre d'exemple, le Cameroun, qui a une population de dix millions d'habitants, compte de 200 à 250 ethnies, parlant autant de dialectes se répartissant en dix-neuf groupements linguistiques². Par surcroît, le français et l'anglais

1. SELLTIZ, C., WRIGHTSMAN, L. S., COOK, S. W., *les Méthodes de recherche en sciences sociales*, traduit par BÉLANGER, D., Montréal, éditions HRW, 1978, p. 7.

2. Atlas linguistique du Cameroun.

ont été décrétés langues officielles; 80 % de la population est dite francophone et 20 % anglophone. Or, en 1980, il existait au Cameroun une proportion de 45 % d'analphabètes, concentrés surtout dans les villages et particulièrement chez les femmes (59 %)³. Sont reconnus comme analphabètes ceux qui, dans les faits, ne savent ni lire ni écrire les langues des ex-colonisateurs, c'est-à-dire le français et l'anglais.

Pourtant, ces sociétés savent communiquer: elles ont une tradition orale où la parole constitue la grande structure de communication.

Chevrier⁴, dans son chapitre d'introduction aux littératures orales d'Afrique noire, identifie ces sociétés comme des sociétés de paroles.

Dans ces sociétés, la parole demeure le support culturel prioritaire et majoritaire par excellence dans la mesure où elle en exprime le patrimoine traditionnel et où elle tisse entre les générations passées et présentes ce lien de continuité et de solidarité sans lequel il n'existe ni histoire ni civilisation.

Malgré cette richesse culturelle, il n'en demeure pas moins qu'il est extrêmement difficile, pour un chercheur, de réaliser une recherche dans un pays où le tissu social est si hétérogène et où il existe au minimum dix-neuf regroupements linguistiques et deux langues officielles que presque la moitié de la population n'arrive ni à lire ni à écrire.

INEXISTENCE D'UNE BASE DE SONDAGE FIABLE

Le chercheur occidental qui viendrait dans un pays en développement et s'attendrait à y trouver une base de sondage fiable de laquelle il pourrait tirer un échantillon aléatoire représentatif de la population, ce chercheur risque d'être déçu. En effet, dans la majorité de ces pays, il n'existe pas de données statistiques globales sur les caractéristiques structurelles des populations. Les recensements nationaux, s'ils ont été effectués, comportent des omissions sur des variables essentielles, soit pour des raisons politiques (ethnie et religion), soit par inaptitude méthodologique (revenu). Pour les données compilées, on relève des marges d'erreurs appréciables (nombre d'habitants dans un village ou une province, âge, état civil), dues au fait qu'une partie de la population vit selon la coutume et n'a ni acte de naissance ni statut civil.

CHEIKH ANTA DIOP⁵ cerne bien le défi, dans son article sur la sociologie africaine et les méthodes de recherche.

Comment la sociologie, venue d'Occident et qui est entrée récemment au contact de sociétés très différentes de celles au sein desquelles elle s'est élaborée, va-t-elle adapter ses méthodes d'étude, ses techniques de recherche à ces sociétés «exotiques» et plus particulièrement aux sociétés africaines?

L'enquête sur le terrain aura d'autant plus d'importance et devra requérir d'autant plus de soins que les documents bibliographiques et les archives concernant les sociétés africaines sont rares ou inexistantes. Il y a souvent absence de données de base précieuses pour l'étude d'ordre démographique (statistiques de la vie, de la fécondité, des mouvements de populations), d'ordre économique et historique et même de registres d'état civil. Tous renseignements précieux pour la recherche sociologique et dont l'examen constitue une phase préparatoire importante dans l'étude des sociétés occidentales mais qui, dans les sociétés africaines, sans écriture, et promues seulement à une époque récente à être l'objet de recherches précises, font défaut.

On voit alors l'importance du travail sur le terrain, quel doit être son approfondissement et sa précision.

3. UNESCO Statistical Digest, 1981.

4. CHEVRIER, J., *Essai sur les contes et récits traditionnels d'Afrique noire, l'Arbre à palabres*, Paris, Hatier, 1986.

5. CHEIKH ANTA DIOP, «Sociologie africaine et méthode de recherche» *Présence africaine*, no 48, 4^e trimestre, 1963, pp. 180-187.

Pour parer à ces carences relatives aux données observées, le chercheur voulant effectuer des études quantitatives doit au préalable songer à effectuer un mini-recensement dans les zones identifiées, avant de prélever son échantillon. Ce processus est long et coûteux.

PÉNURIE DE CHERCHEURS FORMÉS ET DE MOYENS LOGISTIQUES

La recherche requiert un esprit scientifique rigoureux et méthodique, de même que des apprentissages au niveau des approches et des méthodes de travail. Ces préalables sont difficiles à combiner dans les pays en développement où les priorités de formation sont tellement nombreuses qu'il est difficile d'en privilégier. La formation à la recherche, et particulièrement à la recherche sociale, demeure un objectif politique qui n'est pas encore atteint ou l'est de façon très partielle selon les différents pays.

Malgré le manque de chercheurs chevronnés, il s'effectue pourtant des recherches. Celles-ci sont de qualité fort inégale, allant de l'aberration méthodologique, de la manipulation des résultats, à des analyses relativement fiables. Les lacunes rencontrées se situent à toutes les étapes du travail scientifique.

Au sujet de la planification de la recherche, on achoppe souvent au choix de la méthode, en fonction de l'objectif visé et de la composition de l'échantillon. Ne connaissant pas ou ne maîtrisant pas la kyrielle des approches, on est porté à utiliser de façon répétitive la seule méthode apprise ou expérimentée. Ne disposant pas de statistiques fiables sur les populations, on établit souvent un échantillon de façon intuitive et empirique.

Quand il est question de la collecte-terrain, on note un grand nombre d'imperfections ou d'impairs dus à l'absence d'encadrement des équipes en place. Pour des raisons de facilité, on passe les questionnaires à la famille élargie plutôt que de chercher des sujets de façon aléatoire. Par manque de rigueur, on remplit les questionnaires à la hâte, ce qui occasionne un taux très élevé de réponses à rejeter.

Au niveau de l'exploitation des résultats, on se bute à deux grandes difficultés:

- le traitement des données, pour lequel on ne dispose pas de méthodes d'analyses qui soient rigoureuses et fiables;
- l'identification de projets découlant de la recherche; ne connaissant pas de méthodes efficaces de planification, on a du mal à passer de l'idée à l'action.

Outre les problèmes de formation des chercheurs nationaux, il faut mentionner celui des faibles moyens logistiques disponibles pour la recherche. À un certain stade de développement ou dans une ère de crise économique, un État ne peut investir que des budgets restreints dans les secteurs dits non-productifs. C'est ainsi que les ministères à caractère social ou les institutions publiques de recherche sociale reçoivent de faibles crédits pour mener à terme leurs actions. Les moyens logistiques sont alors réduits ou même inexistantes. Pas de véhicule, pas de carburant, pas de papier, pas de crayon, pas d'encre dans la photocopieuse ou pas de fonds pour la réparer, pas d'argent pour payer les frais de déplacement des chercheurs, voilà les refrains qu'on entend à satiété dans les pays en développement.

Les chercheurs des pays développés ne peuvent pas s'imaginer cette réalité, car pour eux, tous ces éléments sont acquis. Même s'ils déplorent que les budgets affectés à la recherche diminuent chaque année, il n'en demeure pas moins qu'ils travaillent dans des contextes privilégiés, si on les compare aux chercheurs des pays en développement.

À LA RECHERCHE D'UNE MÉTHODE APPROPRIÉE

La problématique de la recherche sociale dans les pays en développement étant circonscrite, il convient de proposer des mesures correctives susceptibles d'améliorer la situation et la qualité des travaux scientifiques. L'auteure esquisse ici une tentative de réponse, où la méthode appropriée de recherche serait orale, avec des préoccupations quantitatives, une majeure accordée à la formation des chercheurs nationaux et un support financier venant de l'extérieur.

MÉTHODE ORALE

On l'a dit précédemment, les principales embûches de la recherche proviennent de la multiplicité des langues utilisées dans certains pays, «ces sociétés sans écriture, émiettées et séparées encore par des particularismes nombreux, même dans les zones de contact»⁶.

Pour rejoindre les populations de tradition orale, une méthode orale semble la plus adéquate. Au-delà de son caractère oral, cette méthode devrait posséder un élément groupal s'apparentant à la dynamique des palabres. Anzieu et Martin⁷ définissent la palabre comme ceci :

La palabre (d'un mot espagnol qui veut dire tout simplement la «parole») remplit une fonction essentielle dans la cohésion de la tribu: échange spontané et quotidien des informations, jeu des affinités et des antipathies, entretien d'un climat groupal détendu, résolution continue des tensions interpersonnelles, ébauche d'une ligne d'action commune, ralliement des opposants. Beaucoup de civilisations africaines pratiquent la règle du consensus: une décision intéressant la collectivité doit être prise à l'unanimité et les discussions durent jusqu'à ce que celle-ci soit réalisée. Les réunions ordinaires, informelles, remplissent surtout un but d'entretien du groupe. Les réunions graves obéissent à des procédures formelles souvent très ritualisées; mais elles ne deviennent efficaces que quand une discussion libre s'y est pleinement instaurée.

Dans le cas d'une recherche nationale, cette méthode impliquerait que l'équipe des chercheurs maîtrise toutes les langues véhiculaires et puisse en faire la traduction en langues officielles (français ou anglais). Cheikh Anta Diop⁸ soulève d'ailleurs cette question :

On utilise souvent des informateurs (chercheurs) qui peuvent aussi être des traducteurs. Comme le dit GRIAULE: «L'informateur doit être identifié. Il faut s'assurer qu'il appartient bien au groupe considéré et déterminer l'emboîtement des différents sous-groupes dont il fait partie. Ceci posé, il sera opportun de le considérer comme représentant du groupe le plus restreint possible auquel il appartient et de le relier constamment à tous les autres». Cette mise en garde à l'adresse de l'ethnographie intéresse aussi le sociologue travaillant en Afrique par suite de tous les particularismes que nous avons mentionnés.

Une méthode adéquate serait donc une méthode orale, se référant à la dynamique de groupe, animée par des chercheurs locaux recrutés parce qu'ils connaissent bien leur environnement social et parlent les langues de leurs frères et sœurs. Cette méthode, au lieu de rechercher le consensus, à l'exemple des palabres, se concentrerait sur l'émergence des opinions de tous, dans un climat suscitant l'égalité des échanges.

PRÉOCCUPATION QUANTITATIVE

La méthode orale décrite plus haut s'apparente à la recherche qualitative. Selon SELLTIZ et al.⁹, il existe deux attitudes à cet égard :

- l'attitude phénoménologique qui insiste sur le fait que les cas individuels sont significatifs en eux-mêmes, peu importe qu'on puisse ou non les situer sur une échelle quelconque ou qu'on puisse ou non les regrouper au sein d'une catégorie d'observations similaires;
- l'attitude positiviste, prétendant que même dans un état de pré-quantification ou de pré-classification, les données peuvent être mises à contribution, comme il arrive dans l'illustration d'une catégorie d'observations ou dans la suggestion d'un nouveau concept.

La première attitude commande une analyse que l'on pourrait qualifier d'impressionniste: on donne les impressions qui se dégagent des discussions ou des observations. Cette façon

6. CHEIKH ANTA DIOP, op. cit.

7. ANZIEU, D., MARTIN, J. Y., *la Dynamique des groupes restreints*, Paris, PUF, le Psychologue, édition 1986. p. 310.

8. CHEIKH ANTA DIOP, op. cit.

9. SELLTIZ, et al. op. cit.

de procéder peut comporter un biais important, du fait que la perception du chercheur n'est contrevalidée par aucun moyen de contrôle.

En ce qui concerne la deuxième attitude, elle apparaît plus fiable car elle s'appuie sur un modèle systématique d'analyse des données: celui de la catégorisation ou classification¹⁰. Les mesures de contrôle définies par LASSWELL¹¹ ajoutent la précision à l'intuition:

- les catégories d'analyse sont définies clairement et peuvent être utilisées par d'autres chercheurs, avec l'assurance d'obtenir les mêmes conclusions;
- les analystes n'ont pas la liberté de choisir uniquement ce qui les intéresse; ils doivent rendre compte fidèlement de tous les contenus;
- on a recours à certaines opérations quantitatives afin d'avoir une idée de l'importance des données relevées et de permettre une comparaison avec d'autres échantillons de ce matériel.

Pour systématiser l'approche, il est suggéré de considérer trois éléments:

1. L'ÉCHANTILLON DOIT ÊTRE REPRÉSENTATIF

Dans des contextes où il est impossible de prélever un échantillon probabiliste, du fait qu'il n'existe pas de liste complète et exhaustive de tous les sujets concernés, on peut recourir à un échantillon non probabiliste et à la méthode par quota. Cette méthode, utilisée par les sondages Gallup, consiste d'abord à construire une matrice des caractéristiques de la population-cible, au niveau du sexe, de l'âge, de la scolarité, etc. En établissant cette matrice nationale, on doit pouvoir relever la proportion de la population urbaine et rurale qui possède ces caractéristiques.

Une fois que cette matrice est créée et qu'une proportion relative est affectée à chacune des cellules, on peut sélectionner des personnes correspondant aux éléments de chaque cellule représentant les composantes fondamentales de la population totale.

Selon Babbie¹², plus les critères de recrutement retenus s'approchent des caractéristiques structurelles de la population, plus la représentativité de cette méthode est grande; et donc la possibilité d'en généraliser les résultats (validité externe).

La taille de l'échantillon doit être en équivalence avec la complexité du tissu social, particulièrement si l'on recherche la représentativité nationale. Le nombre de groupes de discussion doit être assez élevé pour avoir l'assurance d'obtenir la saturation de contenu, malgré la multiplicité des variables socio-culturelles.

2. LE CONTENU DOIT ÊTRE ANALYSÉ DE FAÇON MÉTHODIQUE

La première étape consiste à construire une grille d'analyse de contenu permettant de regrouper les éléments par grands thèmes, suivant la méthode de l'arbre. Chaque branche est l'équivalent d'un thème devant être mis sur fiches séparées. Cette grille doit cependant être assez souple pour pouvoir insérer les sous-thèmes induits du contenu.

L'analyse de contenu consiste à relever toutes les positions émises par les participants d'un groupe de discussion. Une position est l'idée principale d'une intervention. Une idée, un message clé. Le message clé est le résumé d'une intervention: il doit rester le plus fidèle possible à l'énoncé original, en évitant l'interprétation et la déduction. À cette fin, on suggère que l'analyse de contenu soit effectuée par des équipes de deux personnes afin de contrer la subjectivité (accord inter-juges).

Pour illustrer une position et la compléter, il est fortement recommandé d'extraire des phrases verbatim très représentatives; on ne doit pas en corriger le français. Il faut préserver l'authenticité et la couleur locale.

10. SELLTIZ et al. op. cit.

11. Ouvrage cité dans SELLTIZ et al.

12. BABBIE, E. *The Practice of Social Research*, California, Wadsworth Publishing Co.; Belveout, Fourth Edition, 1986.

Comme l'unité de mesure de la méthode est le groupe et non l'individu, un même message ne peut apparaître dans un groupe qu'une seule fois. S'il y a cent quarante-deux groupes au total, la probabilité maximale d'apparition d'un même message est de cent quarante-deux.

Dans le cas où les discussions de groupe ont été tenues et enregistrées en langues locales, il est essentiel de les traduire en français ou en anglais de façon littérale, en restant le plus proche du contenu original, afin d'exploiter adéquatement le matériel. On a tendance à sous-estimer le temps qu'il faut pour cette étape. C'est une phase longue et ardue.

3. DES COMPARAISONS INTER-GROUPES DOIVENT POUVOIR ÊTRE EFFECTUÉES

Nous l'avons déjà dit, la méthode du focus group comporte peu d'intérêt si les données sont analysées de façon impressionniste. Au contraire, des éléments d'une grande richesse peuvent émerger si une approche systématique est utilisée. D'où l'importance de développer un plan d'analyse cohérent et rigoureux, permettant les comparaisons inter-groupes; celles-ci sont essentielles pour catégoriser les données en fonction des variables retenues, relever les points de convergences et de divergences entre les groupes et ainsi présenter une image nationale qui tienne compte des nuances et des particularités du pays.

Une approche de quantification peut ici être appliquée, ce qui facilite les comparaisons et fournit des indices de généralisation. Un modèle a été développé en ce sens pour la recherche sur la famille camerounaise¹³.

Il faut ici se rappeler que le traitement quantitatif des données qualitatives ne peut s'interpréter de la même façon que le traitement quantitatif des données quantitatives. Dans le cas des données quantitatives, ce sont les grands nombres qui ont force de loi; les petites fréquences ne sont nullement significatives. Tel n'est pas le cas pour les données qualitatives, où même les petites fréquences sont significatives. Les questions étant ouvertes et non orientées, la probabilité d'apparition d'une réponse est infime, par opposition aux questions fermées (méthodes quantitatives) où un choix de réponses est suggéré et où la probabilité d'apparition de telle réponse est très élevé.

RECOURS AUX CHERCHEURS LOCAUX

L'approche de recherche la plus pertinente présuppose le recours à des chercheurs locaux, afin d'être davantage en symbiose avec le milieu social étudié.

Toute intervention d'un chercheur occidental dans les pays en développement devrait absolument prévoir la constitution d'équipes nationales pour concrétiser les projets de recherche. Le mandat de l'expert devrait préciser qu'un des extrants à fournir est la formation des chercheurs locaux à une ou des méthodes de recherche sociale. De plus, on doit exiger que cette formation ne s'inscrive pas dans un schéma de dominant-dominés mais plutôt dans un schéma d'interdépendance, c'est-à-dire que le chercheur expatrié communique ses techniques et les chercheurs nationaux partagent leur vision sur la culture et les particularités de leurs communautés. L'un doit se nourrir des autres et vice versa, dans la perspective de mieux comprendre les populations-cibles et de réaliser des travaux de plus grande qualité.

Étant donné qu'il faut des moyens pour effectuer des recherches et que les pays en développement disposent de peu de ressources matérielles et financières à cette fin, le chercheur expatrié doit apporter ses propres fonds (budget alloué à son projet, en tant que chef de mission) ou trouver des sources additionnelles de financement. C'est la seule façon de mener à terme les activités de recherche sociale. La coopération internationale, bilatérale (entre pays du Nord et du Sud ou de gouvernement à gouvernement), multilatérale (financée par les pays du Nord, comme les programmes des Nations Unies — PNUD, UNESCO, FNUAP, UNICEF, la Banque Mondiale, etc. —, ou institutionnelle (entre universités ou centres de recherche du

13. SIMARD, G., *Recherche sur la famille camerounaise, Volume I: Méthodologie et profil démographique de l'échantillon*, ministère des Affaires sociales, Cameroun, mars 1988, Copyright 368964 et G. Simard.

Nord et du Sud), consacre des budgets à cet effet. Il suffit de soumettre un projet et d'en démontrer le bien-fondé, en rédigeant un document de projet à quatre chapitres:

- justification (pertinence) et objectifs;
- activités planifiées et calendrier;
- ressources humaines;
- budget détaillé.

EXEMPLE VÉCU AU CAMEROUN

Un séjour de trois ans au Cameroun a permis à l'auteure de mettre ses principes à l'épreuve, lorsque, à titre de conseiller technique au ministère des Affaires sociales, on lui a confié le mandat de mener une recherche nationale sur la famille camerounaise. Une équipe de seize cadres locaux fut assignée à cette fin.

LE FOCUS GROUP

Au Cameroun, il n'existe pas de construit théorique sur la famille. Des œuvres ont été écrites sur certaines ethnies, des rites sacrés ou des coutumes particulières, mais il s'agit souvent du résultat de recherches d'étudiants universitaires, avec des échantillons de cinq ou dix sujets, ou de communautés religieuses défendant leur idéologie, ou d'auteurs isolés travaillant de manière empirique. De plus, il n'existe pas de statistiques nationales sur le profil socio-économique des familles.

Les travailleurs sociaux, de par les cas qu'ils reçoivent, sont en mesure d'affirmer que les problèmes sociaux s'amplifient: délinquance juvénile, prostitution, grossesses chez les jeunes filles, avortements clandestins, conflits conjugaux (séparations ou divorces), pauvreté chez les familles nombreuses, etc. Mais on ne peut appuyer ces dires sur des bases statistiques, puisqu'elles n'existent pas. Par ailleurs, on sent aussi que la famille camerounaise est en mutation et se trouve tiraillée entre le modèle traditionnel africain et le modèle contemporain des Occidentaux. Cette situation, porteuse d'ambiguïté et d'angoisses, tend à déstabiliser les individus.

La méthode proposée pour réaliser la recherche sur la famille camerounaise fut celle du focus group, pour deux raisons principales:

- c'est une méthode orale, s'apparentant aux palabres africaines et, en cela, susceptible de bien correspondre aux mentalités du Cameroun;
- c'est une méthode inductive qui n'adopte *a priori* aucune idée préconçue ni hypothèse à vérifier, si ce n'est celle que chacun, fut-il du monde ordinaire, est l'expert de son propre vécu. Cette méthode est d'autant justifiée qu'il n'existe pas de construit théorique relatif au sujet d'étude.

Le focus group ou groupe de discussion est une méthode de recherche qualitative très utilisée aux États-Unis et au Canada. Ses origines remontent aux années 1950, où la discipline du marketing social, alors naissante, s'est appropriée cette approche pour connaître les réactions des consommateurs et les raisons de leur engouement ou de leur indifférence face à un produit ou à une émission de télévision¹⁴. Par la suite, des démographes ont eu recours à cette méthode pour des recherches en planning familial, poursuivant l'objectif de cerner les attitudes, les perceptions et les réticences des populations en cette matière. L'Agence américaine de développement international (USAID) a financé quelques projets de recherche dans ce domaine dans des pays en développement, comme la Tunisie et le Bangladesh.

La force de la méthode du focus group réside dans son aptitude à explorer le pourquoi et le comment des comportements sociaux, tout en vérifiant les perceptions des gens concernant une problématique donnée, ses causes et ses effets.

Le focus group consiste à recruter plusieurs groupes de huit à douze participants, à susciter une discussion à partir d'une grille d'entrevue de groupe touchant les thèmes et sous-

14. The Qualitative Research Council of the Advertising Research Foundation, *Focus Groups: Issues and Approaches*, New York, 1985.

thèmes retenus dans l'étude et à en faire une analyse-synthèse, d'abord partielle (pour chacun des groupes), puis globale (pour l'ensemble des groupes).

Quand les groupes ont été constitués de façon homogène, on atteint une saturation de contenu après la tenue d'environ sept à dix groupes, c'est-à-dire qu'il ne ressort plus d'élément nouveau; les groupes subséquents permettent de confirmer ou de nuancer les propos recueillis. La saturation de contenu est un élément de validité.

La réussite de cette méthode repose sur quatre facteurs clés:

- le recrutement des participants suivant des critères homogènes: même statut social, même groupe d'âge, même niveau de scolarité et de revenu, même langue d'usage;
- l'animation de groupe devant respecter les lois de la dynamique des groupes, tout en guidant les échanges autour des thèmes définis dans la grille d'entrevue;
- l'élaboration de la grille d'entrevue de groupe devant répondre aux objectifs de l'étude et devant être adaptée aux populations visées: langage simple et clair, questions ouvertes et non-biaisées;
- la synthèse des résultats devant s'effectuer de façon systématique, avec des données quantifiées (comparaisons inter-groupes et pourcentages).

L'utilisation du focus group au Cameroun s'est avérée une expérience fort positive à plusieurs égards:

La méthode a été appréciée. Les Camerounais rencontrés ont dit: «cette méthode permet de nous livrer le cœur».

Les représentants de familles consultés ont révélé leur expérience avec beaucoup d'ouverture et de franchise. Ils ont analysé leur vécu familial et social, en établissant des comparaisons avec la tradition. Ils ont proposé des mesures pour améliorer leurs conditions de vie.

Une véritable dynamique s'est installée dans la plupart des groupes, permettant l'émergence de leaders, contre-leaders, associés et temporisateurs. Certains groupes, chez les plus âgés surtout (40 à 60 ans), se sont auto-régulés, c'est-à-dire que le groupe trouvait lui-même son propre équilibre; l'animateur ne faisait que fixer les balises.

Les milieux ruraux se sont exprimés avec autant de facilité que les milieux urbains; la seule différence est que les premiers ont un langage plus imagé (symbolique) que les seconds.

Les autorités locales, coutumières, modernes ou religieuses ont pris en charge le recrutement des participants, démontrant par là leur total appui à l'approche utilisée.

Les paysans ont été touchés parce que «le Président Biya venait écouter leur parole», par l'entremise de ses agents de l'État.

Les chercheurs camerounais se sont sentis grandement valorisés par le fait de retourner dans leur village respectif, de s'adresser à leurs pères ou mères ou à leurs frères et sœurs dans la langue de ceux-ci, en leur promettant de porter leur message avec fidélité auprès du président du pays¹⁵.

Malgré ces points forts, de nombreuses difficultés ont été rencontrées:

Au niveau de l'échantillon, il a fallu tenir un très grand nombre de groupes, afin d'être certains d'atteindre la saturation de contenu. Devant l'hétérogénéité du tissu social (dix provinces, quelque 250 ethnies, concentration urbaine (36 %) et rurale (64 %), familles monogames et polygames, religions multiples (christianisme, animisme, islamisme), on a opté pour un échantillon de taille très élevée pour une recherche qualitative: 142 groupes et 1420 représentants de familles. Cet inconvénient s'est transformé en une force, puisque la crédibilité des résultats s'en est trouvée accrue à l'échelle nationale.

En ce qui concerne les langues parlées, les dix-neuf groupements linguistiques identifiés dans l'Atlas se sont avérés insuffisants pour couvrir le territoire national. Au total, vingt-cinq langues ont été utilisées, en plus du français et de l'anglais. Certaines provinces, comme le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, ont représenté des cas simples puisque, là-bas, le pidjin est parlé dans tous les villages, de même que l'anglais dans les villes. Par ailleurs, une province comme

15. Dans plusieurs langues locales africaines, il n'existe qu'un seul mot pour désigner: président, père, Dieu. D'où l'importance que les villageois ont attachée à cette consultation.

l'Ouest a constitué un cas nettement plus complexe, parce qu'il n'existe pas de regroupements linguistiques au niveau provincial. Chaque département, et il y en a six, a sa propre langue. Certains départements en comptent même deux, si l'on relève la langue majoritaire et celle qui est minoritaire principale. Ainsi, dans cette province habitée par des Bamiléké et des Bamouns, représentant seulement 20 % de la population nationale¹⁶, il a fallu utiliser huit langues différentes, en plus du français (dans les villes).

On a dû recruter un grand nombre d'enquêteurs (63), en fonction des langues parlées dans chacune des régions. Le ministère des Affaires sociales, disposant de services provinciaux et départementaux, a constitué un bassin précieux de ressources humaines pour cette recherche.

La traduction des propos des groupes de participants, enregistrés sur cassettes, a posé certains problèmes. On a souvent dû recourir à des personnes-ressources pour bien saisir le sens des proverbes dont les plus âgés font un usage fréquent. Les enquêteurs camerounais, vivant en ville depuis longtemps et n'y parlant pratiquement que le français, avaient un peu perdu la nuance et la poésie de leur langue locale.

L'animation des groupes de femmes s'est avérée plus difficile que celle des groupes d'hommes. Avec les femmes, et particulièrement celles de 20 à 39 ans, l'animatrice devait créer une très grande complicité, de façon à les mettre en confiance, et intervenir fréquemment, en posant des sous-questions, pour inviter celles-ci à développer leur pensée. Souvent, les réponses fournies se limitaient à quelques mots. Ce phénomène s'explique probablement par le fait que les palabres font davantage partie de la culture des hommes et que ceux-ci ont plus d'occasions et de lieux publics de parole que les femmes de ce groupe d'âge. Le problème ne s'est nullement posé pour les femmes de 40 à 60 ans. Dans la société africaine, celles-ci, ayant franchi le cycle de reproduction, sont considérées comme des hommes et ont les mêmes privilèges qu'eux.

SYNTHÈSES PROVINCIALES ET NATIONALES QUANTIFIÉES

Le modèle de synthèse des résultats, expérimenté au Cameroun, s'est avéré efficace pour plusieurs raisons. Il a permis:

- d'extraire les préoccupations et les priorités des familles camerounaises telles qu'elles les ont exprimées, sans censure ni discrimination;
- de hiérarchiser les messages clés en fonction de leur fréquence d'apparition dans chacun des groupes, au niveau des dix provinces et du pays.

Plus un élément revient souvent, plus on peut alléguer que son poids est grand, puisqu'il est un indice de généralisation de cet élément. On peut ainsi quantifier en pourcentage le nombre de groupes qui partagent tel point de vue ou telle croyance en rapport avec un thème.

Ce modèle serait peu significatif si, pour une recherche, on recrutait un très petit nombre de groupes (cinq ou sept). Mais dans le cas de l'étude mentionnée, on a tenu cent quarante-deux groupes. Il devient alors très intéressant et significatif de considérer les résultats chiffrés des données qualitatives (le logiciel LOTUS a été utilisé pour le traitement des données):

- d'effectuer des comparaisons inter-groupes et inter-variables de façon à saisir les différences et les points de convergences entre les urbains et les ruraux, les hommes et les femmes et les tranches d'âges;
- d'illustrer ces données par un verbatim percutant qui témoigne de la profondeur de contenu qu'on peut recueillir grâce à une méthode qualitative.

En raison de l'étendue du champ de l'étude, la famille englobant toutes les dimensions socio-économiques de la vie des individus, et en fonction de la mission qui lui a été dévolue, le ministère des Affaires sociales a voulu circonscrire trois thèmes spécifiques relevant de ses compétences:

- la famille et les relations conjugales, dans la perspective d'élaborer des projets pour réduire les conflits conjugaux;

16. Recensement national de 1976.

- la famille et l'éducation des enfants, en vue d'initier des projets devant prévenir la délinquance juvénile et la prostitution;
- la famille et la parenté responsable, dans le but d'identifier des actions de sensibilisation à la parenté responsable (planning familial).

Deux thèmes globaux ont été ajoutés aux discussions. Il s'agit des problèmes sociaux vécus par les familles et des mesures que celles-ci voudraient proposer pour améliorer leurs conditions de vie. Ces deux thèmes ont eu l'avantage de ne pas restreindre le débat dans des dimensions limitées, devant plutôt couvrir toute la problématique sociale, afin d'en mieux saisir le caractère global et systémique.

Les résultats de la recherche ont été publiés en cinq volumes thématiques, en mars 1988¹⁷.

Le corpus de la recherche a totalisé 2 860 messages clés, tous thèmes confondus.

Si l'on prend comme exemple le thème: famille et éducation des enfants¹⁸, le modèle développé a permis de construire l'échelle de valeurs des familles camerounaises, ce qui constitue une première. Questionnés sur les valeurs qu'ils voulaient transmettre à leurs enfants, les parents en ont mentionné une centaine qui ont pu être regroupées et hiérarchisées suivant les fréquences d'apparition. On remarquera que les valeurs modernes cohabitent avec les valeurs traditionnelles: les trois premières au classement tiennent du modernisme alors que les trois dernières s'apparentent à la tradition.

Voici cette échelle de valeurs:

1. utilité pour le pays
2. instruction
3. réussite sociale, assurée par l'instruction et mesurée par la haute fonction détenue dans l'administration publique
4. respect de la personne humaine
5. obéissance
6. responsabilisation
7. honnêteté
8. sens de la famille
9. générosité
10. accueil
11. respect des aînés
12. code moral
13. reconnaissance envers les parents
14. travail agricole
15. sagesse et intelligence
16. respect de la tradition
17. amour de la famille
18. solidarité
19. métier intéressant
20. respect des institutions
21. non-abus de l'alcool et non-consommation de la drogue
22. humilité et modestie
23. courage
24. satisfaction de ce que l'on a
25. calme
26. réalisme
27. créativité
28. progrès et technologie
29. effort soutenu

17. Dépôt légal, attestation 281, au nom du ministère des Affaires sociales du Cameroun.

18. Recherche sur la famille camerounaise, volume IV, Famille et éducation des enfants.

30. richesse (argent)
31. maison ou village
32. famille nombreuse
33. polygamie

FORMATION DE CHERCHEURS LOCAUX ET SUPPORT FINANCIER

Au ministère des Affaires sociales du Cameroun, l'expérience a été tentée de créer un noyau de seize cadres camerounais et de les former à la recherche sociale. L'expert canadien, en poste dans cette administration, a insisté sur les objectifs de recherche poursuivis par un ministère comme celui des Affaires sociales, qui sont d'effectuer des études dans la perspective d'éclairer et de susciter l'action. Les modèles présentés se sont inscrits à l'intérieur de cette finalité et la méthode du focus group a principalement été approfondie.

Former des chercheurs n'est pas une mince affaire, surtout quand ceux-ci ont un niveau de scolarité hétérogène et des apprentissages différents. Les uns ne savent pas comment faire de la recherche documentaire, les autres n'ont aucune connaissance en méthodologie de recherche, certains n'ont pas développé la rigueur scientifique et ne sont nullement préoccupés par un souci de validité, d'autres enfin se butent à l'exploitation des résultats.

Un expert doit tenter de combler ces carences en menant des actions de formation, ainsi caractérisées:

Un cahier de formation doit être préparé, sous forme de fiches pédagogiques, dans le but de préciser les objectifs d'apprentissage et de faciliter le processus.

Des études de cas, s'inspirant des réalités locales, doivent être proposées, dans le but de rendre la théorie plus accessible et plus connectée au milieu ambiant.

Une approche pédagogique interactive et participative doit être adoptée, afin d'enrichir le contenu théorique de la vision des chercheurs locaux: culture, mentalité, résistances, perceptions des populations, etc.

Une pré-expérimentation ou phase expérimentale doit être planifiée, dans le but de tester les instruments de mesure mais surtout de parfaire la formation. Il est bon que les chercheurs locaux franchissent au moins une fois toutes les étapes d'une recherche, de la planification à la rédaction du rapport. On peut ainsi revenir sur des éléments mal maîtrisés et améliorer les chances de fournir un travail de qualité lors de la recherche proprement dite.

Une supervision technique rigoureuse est nécessaire tout au long de la réalisation de la recherche, agissant un peu comme le principe de la formation sur le tas.

Toute activité de recherche doit être accompagnée de sessions de formation plus ou moins longues, suivant la complexité du sujet. Le temps qu'on croit perdre à cette fin est vite regagné, si l'on considère le niveau supérieur d'efficacité et d'efficacé de ces équipes, à comparer avec celles qui n'ont reçu aucune formation spécifique.

Enfin, sur un plan idéal, un programme de formation à la recherche sociale devrait inclure une initiation à la planification de projets, pour aider les chercheurs nationaux à donner des suites tangibles à leurs études. Pour la plupart de ceux-ci, il est extrêmement difficile de passer de l'idée à l'action. L'acquisition de cette habileté est encore plus nécessaire quand il s'agit de milieux de travail comme un ministère des Affaires sociales.

Si la formation des chercheurs locaux s'avère indispensable, l'appui logistique à la recherche apparaît aussi comme un impératif. En effet, en cette période de crise économique où les budgets de fonctionnement et d'investissement sont coupés, les administrations publiques ne disposent pas de fonds suffisants pour investir dans la recherche. Il est donc utile de garantir un appui à cet égard, en obtenant un budget de sources extérieures.

Dans le cas dont il est question, un financement substantiel a été obtenu du PNUD, du FNUAP et de l'USAID¹⁹, en complément de celui offert par le gouvernement du Cameroun.

19. PNUD: Programme des Nations Unies pour le développement; FNUAP: Fonds des Nations Unies d'assistance aux populations; USAID: Agence américaine de développement international.

Pour réussir à réaliser une recherche d'envergure nationale dans les délais planifiés, il faut réunir plusieurs conditions:

- obtenir tout l'argent nécessaire avant de démarrer la recherche;
- que cet argent soit accessible rapidement, en ayant la certitude de pouvoir contourner les lenteurs administratives;
- que cet argent soit géré de façon rigoureuse et saine;
- que, grâce à un système de gestion décentralisée, les équipes-terrain se sentent responsabilisées au niveau budgétaire.

Dans l'élaboration des budgets, il est conseillé de prévoir des indemnités pour travaux additionnels devant être versées aux chercheurs-fonctionnaires, puisque c'est la coutume dans certains pays en développement. Cette mesure augmente grandement la motivation des équipes et constitue une compensation pour le faible salaire perçu. Cependant, cette situation risque de poser des problèmes de rendement après le départ de l'expert, puisque les chercheurs nationaux ne toucheront plus ces sommes: ils pourraient alors décider de réduire leur rythme de travail. Il existe un moyen pour atténuer les effets pervers de cette mesure, c'est de convertir ces indemnités en primes de rendement, n'étant plus considérées comme un acquis, mais, au contraire, versées pour récompenser la performance de certains individus.

CONCLUSION

L'étude sur la famille, réalisée au Cameroun, a été l'occasion d'expérimenter une solution à la problématique de la recherche sociale dans les pays en développement, caractérisée par trois grandes difficultés: la multiplicité des langues parlées, l'inexistence d'une base de sondage fiable, la pénurie de chercheurs formés et de moyens logistiques.

On dit souvent que le Cameroun est le microscope de l'Afrique de par sa diversité culturelle et la complexité de son tissu social. Si donc une méthode orale réussit à s'imposer au Cameroun, malgré le grand nombre de langues vernaculaires (environ 25), il est certain qu'elle pourrait être implantée avec succès dans de nombreux autres pays où la configuration linguistique est plus simple. De plus, comme cette méthode s'apparente aux palabres africaines, elle aurait intérêt à être propagée; elle est en effet proche des traditions des populations et a l'avantage de ne pas apparaître comme une formule importée ou étrangère.

La recherche ici évoquée a fait jaillir des réflexions non seulement sur une méthode appropriée mais aussi sur un type d'approche intégrant deux constats: la recherche sociale est fondamentalement engagée; elle est globale et systémique.

Pour ce qui est du premier constat: il est apparu clairement que chaque choix du chercheur témoigne de son souci d'objectivité et de son engagement social. Au niveau de la sélection de l'échantillon, il a fallu se poser la question fondamentale: quel est le portrait réel des familles camerounaises? À quel type de familles voulons-nous donner la parole? Cette décision, a priori d'ordre scientifique, tombe très vite dans le domaine politique. Comme on ne dispose pas de données statistiques précises sur le revenu moyen de la famille, comme on travaille sous l'autorité d'hommes ou de femmes politiques voulant donner une bonne image de leur pays, il est facile de tomber dans le piège de l'échantillon tronqué, dit de complaisance. On peut aussi sélectionner une majorité de familles d'élite, qui décriront une réalité fort acceptable et, de ce fait, vont camoufler les problèmes véritables vécus par les familles pauvres et démunies, composant au minimum 79 % de la population, selon Coquery-Vidrovitch²⁰. Si l'on donne la parole à ceux qui forment la majorité effective, comme ce fut le cas pour la recherche citée plus haut, on se bute à un autre problème. Au moment de traiter les données, faut-il rendre un compte exact des propos acerbes tenus par les familles de paysans, accusant

20. COQUERY-VIDROVITCH, C., *Afrique noire, permanences et ruptures*, Paris, Payot, 1985. Selon cet auteur, 79 % des travailleurs africains se situent au-dessous de la «poverty datum line», c.-à.-d. sous le minimum vital nécessaire à une famille moyenne, et 92 % gagnent moins que le «minimum effective level», c.-à.-d. juste de quoi satisfaire quelques menus besoins complémentaires (école, santé), p. 310.

les privilégiés de les déposséder, par abus de pouvoir et de corruption, ou vaut-il mieux atténuer leur colère pour ne pas choquer le pouvoir en place?

Encore là, l'option du chercheur illustre le fait que la recherche sociale n'est pas neutre. Elle est confrontée à toutes sortes d'influences politiques et peut soit dériver de ses fonctions, soit s'avérer un engagement social.

Le deuxième constat veut que la recherche sociale soit globale et systémique. Son utilité est de préparer le changement dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des populations. Les objectifs de la recherche ne doivent donc pas se limiter qu'à la formation de chercheurs nationaux et à la production d'un rapport final. Ils doivent délaissier cet horizon fermé pour s'inscrire dans une vision systémique où la recherche, entendue comme un système ouvert en interaction avec de nombreux autres, doit déboucher sur l'action sociale.

C'est ainsi que les objectifs doivent couvrir trois champs:

- sensibiliser les populations à de nouvelles réflexions par le biais de la communication des résultats de la recherche. Grâce à cette diffusion sous forme d'échanges, on peut arriver à susciter des changements d'attitudes;
- initier des projets découlant de la recherche, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations et, ce faisant, participer à la dynamique de changement du système;
- contribuer à l'élaboration de politiques sociales, en sensibilisant les décideurs à de nouvelles dimensions qu'ils doivent intégrer, s'ils veulent répondre aux besoins de leur population.

Ainsi comprise dans une perspective systémique, la recherche devient un outil pour la planification sociale, puisqu'elle fournit des informations sur ce qui est, ce qui va, ce qui ne va pas et doit être corrigé, et s'implique dans la suggestion d'orientations de changements.

RÉSUMÉ

La recherche sur la famille, réalisée au Cameroun, en Afrique francophone, a été l'occasion d'expérimenter une solution à la problématique de la recherche sociale dans les pays en développement, caractérisée par trois grandes difficultés: la multiplicité des langues parlées, l'inexistence d'une base de sondage fiable, la pénurie de chercheurs formés et de moyens logistiques. La méthode du «focus group» ou groupe de discussion a semblé très appropriée au contexte africain, puisqu'il s'agit d'une méthode orale, correspondant bien à ces sociétés dites de paroles, et qu'elle s'apparente aux palabres, fortement inscrites dans les traditions africaines. De plus, pour animer les discussions et analyser les résultats, nous avons eu recours à des chercheurs nationaux recrutés parce qu'ils parlaient les langues locales et maîtrisaient bien leur environnement socio-culturel. Enfin, nous avons développé un modèle d'analyse permettant de quantifier les données qualitatives, ce qui a permis de fournir un apport très important dans le corpus de recherche sur la famille camerounaise et africaine.

SUMMARY

Research on the family carried out in the Cameroon in French-speaking Africa has presented the opportunity of testing a solution to analytical problems in social research in the developing countries, which is characterized by three major difficulties: the multiplicity of languages spoken, the absence of a reliable base of inquiry, and the lack of trained researchers and of logistical means. The focus group or discussion group method has appeared to be very appropriate to the African context, as it is an oral methodology, corresponding well to so-called oral societies, and because it is similar to palavers, which are such an integral part of African traditions. In addition, to guide the discussions and analyse results, native researchers were recruited because they spoke local languages and had a firm mastery of their socio-cultural milieu. An analytical model was developed for the quantification of qualitative data, thus making a very important contribution to the body of research on the family in the Cameroon and in Africa in general.

RESUMEN

La investigación sobre la familia, realizada en Camerún en Africa francófona, ha sido la ocasión de experimentar una solución a la problemática de la investigación social en los países en desarrollo, que se caracteriza por tres grandes dificultades: la multiplicidad de idiomas hablados, la inexistencia de una base de encuesta fiable, la escasez de investigadores formados y de medios logísticos. El método de focus group o grupo de discusión parece ser apropiado al contexto africano, ya que se trata de un método oral, que corresponde bien a estas sociedades llamadas de palabra, y porque este método se parece a las palabras (discursos con ocasión de la entrega de ofrendas a un rey

negro de las costas de Africa), fuertemente inscritas en las tradiciones africanas. Para animar las discusiones y analizar los resultados, se recurrió a investigadores nacionales recrutados porque hablaban los idiomas locales y dominaban bien su medio socio-cultural. Por último, se desarrolló un modelo de análisis que permite cuantificar los datos cualitativos, lo que representa un aporte muy importante dentro de las investigaciones sobre la familia camerunense y africana.